

## Les défis régionaux vus par Herth (UMP) et Jung (PS)

DNA du Dim 25 avril 2010

*Un mois après le second tour des élections régionales, le Centre d'étude et d'action sociales d'Alsace (CEAS) a confronté les points de vue de deux députés, Antoine Herth (UMP), nouveau vice-président du conseil régional, et Armand Jung (PS), conseiller général du Bas-Rhin.*

Le CEAS est une association d'inspiration social-démocrate qui convoque régulièrement un forum civique réunissant des débatteurs de toutes opinions, dans un esprit de tolérance. Antoine Herth, président du pôle aménagement et développement durable et de la commission transports-grands équipements du conseil régional, et Armand Jung se sont pliés à la règle. Le premier, candidat sur la liste Richert, a vécu la campagne des régionales de l'intérieur ; le second, dont l'épouse Martine Jung était conseillère régionale sortante mais non réélue, a envoyé début mars aux électeurs strasbourgeois une lettre de soutien à Jacques Bigot. Voici les propos les plus marquants d'un débat animé par André Vierling, secrétaire général du CEAS et ancien conseiller régional :

### Retour sur les leçons d'une campagne électorale

- **Antoine Herth** : « La disparition prématurée d'Adrien Zeller, personnalité hors norme qui a incarné la Région, a été difficile à gérer, d'autant que le souvenir de quelqu'un qui disparaît est toujours magnifié. C'était presque un piège pour la majorité parce qu'on part en campagne avec un projet davantage qu'avec un bilan. Dès qu'on se démarque de ce qui a été fait auparavant, on donne le sentiment de critiquer le bilan. »
- **Armand Jung** : « Sur le plan national, en termes de voix et de sièges, le seul gagnant a été Europe écologie. La droite parlementaire a perdu plus de 3 millions de suffrages par rapport à 2004, mais la gauche aussi a perdu environ 500 000 voix. Or, l'ancien ministre de l'Intérieur Pierre Joxe m'a toujours dit de ne pas regarder les pourcentages, mais le nombre de suffrages pour savoir comment les électorsats de déplacent. Localement, je n'ai jamais été un fan de Philippe Richert, question de style et de méthode, mais je lui reconnais deux grandes vertus, il a su quitter les appartements du Sénat pour redevenir un militant, ce qui est une grande qualité, et il a fait une campagne de réseaux.
- **Antoine Herth** : « Notre objectif est de repositionner l'Alsace pour lui donner les capacités de faire face aux défis de l'avenir. L'Alsace ne joue plus le rôle de passerelle permettant aux investisseurs allemands d'accéder au marché français. Nous devons donc déployer beaucoup d'énergie pour conserver l'acquis. Maintenant que la page de la Seconde Guerre mondiale est tournée et qu'on en parle de façon dépassionnée, il faut entamer une relecture de l'histoire de l'Alsace et

avoir le courage de chercher une voie originale par rapport aux autres régions. »

- **Armand Jung** : « J'avais dit dès juillet 2008, après les municipales, (DNA du 6 juillet 08) que les régionales offriraient au PS une chance historique de devenir une référence incontournable en Alsace. Mais c'était à condition de consacrer tout l'année 2009 à essaimer le parti dans les territoires et à élaborer un projet socialiste pour l'Alsace. Cela n'a pas été fait. Jacques Bigot, qui était dans l'état d'esprit de ne pas être candidat, a dû démarrer en sprinter alors qu'il est, comme moi, un marathonien. De plus, il est parti en campagne sans projet innovant. La droite n'en avait pas non plus d'ailleurs. Nous avons gaspillé une chance historique, mais il y en aura d'autres. »

### **Rapprochement des collectivités : nécessité vitale ou réforme au rabais ?**

- **Antoine Herth** : « La question est de savoir comment faire pour qu'une région de 1,8 million d'habitants trouve la bonne formule de gouvernance pour disposer d'une masse critique par rapport à de puissants voisins comme le Bade-Wurtemberg ou la Suisse. La synergie des grandes collectivités est une nécessité vitale, une condition d'efficacité, la seule façon de faire entendre la voix de l'Alsace à Paris et en Europe. On peut discuter des modalités, mais il faut donner au conseil régional et aux conseils généraux les moyens de se rapprocher et aux grandes villes de devenir des métropoles. La communauté urbaine de Strasbourg, autonome et puissante, sera-t-elle seulement utilisée pour servir ses intérêts propres ou sera-t-elle le moteur qui entraînera tout le reste du territoire ? Nous devons être capables d'organiser ces équilibres. Ce sujet nous occupera pendant dix ans. »
- **Armand Jung** : « Je pense au contraire que la réforme territoriale sera une réforme a minima, qui va casser l'existant, la Région et les Départements. Si, comme prévu, on lui enlève la clause de compétence générale, c'est la fin de la Région, on reviendra à l'établissement public qui existait avant 1986. Lorsqu'on voudra s'intéresser à des sujets comme l'identité régionale ou l'enseignement de la langue régionale, on nous répondra : "Ce n'est pas de votre compétence". Quant à la réforme des métropoles, elle va accoucher d'une souris. Le scrutin uninominal à un tour pour les conseillers territoriaux, c'est du vol. Je suis opposé depuis toujours au scrutin proportionnel, je me suis toujours méfié des élus hors sol, mais le scrutin à un tour, c'est tout aussi absurde. »

## **L'agriculture au regard du clivage ville-campagne**

- **Antoine Herth** : « La France s'urbanise et le point de vue politique devient de plus en plus urbain. La campagne devient un terrain imaginaire, on la fantasme. L'exemple de Strasbourg qui a un vrai discours-programme sur l'agriculture est intéressant. Mais c'est une vision de citadin sur une agriculture paysanne, avec des produits du terroir et de la vente de proximité. Or, ce n'est là qu'un segment de l'agriculture ; on oublie qu'elle est aussi composée de filières structurées, ressemblant parfois presque à une industrie lourde. »

## **L'abstention, un phénomène qui vient de loin**

- **Armand Jung** : « Il y a eu ces trente dernières années, trois grandes occasions où les partis ont su créer un espoir, une dynamique. En 1981, avec la victoire de Mitterrand, en 1995, avec la réponse de Chirac à la fracture sociale et en 2007, avec l'élection de Sarkozy. Mais à chaque fois, ce fut au bout du compte une immense déception. En 1983 avec le tournant de la rigueur, en 1997 avec la catastrophe de la dissolution, en 2010, avec une cassure sans précédent entre le chef de l'État et son peuple. L'abstention vient de là : une montée d'adrénaline suivie d'une grande déception. Je ne sais pas comment les candidats à la présidentielle vont faire en 2012 pour soulever à nouveau l'espoir. »